

Procès-verbal Réunion du Conseil Municipal en date du 16 octobre 2019

Séance n° 2019_08



Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le 16 octobre deux mille dix-neuf, à vingt heures trente, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

- SCOT
- Instauration d'un loyer pour l'infirmière Asalée
- Reprise de concessions funéraires
- Cession du tracteur Landini
- Avenant marché voirie 2019
- Avenants contrat de maîtrise d'œuvre pour la réfection de l'église
- Révision des tarifs photocopies
- Indemnités trésorier 2019
- Eclairage Public 2020
- Don Grelier
- Communication du rapport d'activité 2018 de la CCB



Présents : (13) Mme Murielle PICQ (Maire), Mme Stéphanie BAUDE (2^{ème} Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3^{ème} Adjoint), Mme Michèle BILLIER (4^{ème} Adjoint), Mmes Odette ANCELOT, Marie-Claude BELLUE, Valérie CHAMBOUNAUD, Géraldine VIRUMBRALES, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Bruno CADUSSEAU, David RAYMOND, Francis VITRAS.

Absents excusés : (6) M. Daniel DEBET (1^{er} Adjoint), Mmes Irène FIORAZZO, Valérie BERLEMONT, MM. Eric GOUDONNET (ayant donné pouvoir à Mme Murielle PICQ), Bruno LESCENE (ayant donné pouvoir à M. Bruno CADUSSEAU), Emmanuel MOULIN (ayant donné pouvoir à Mme Odette ANCELOT).

Mme Géraldine VIRUMBRALES est désignée secrétaire de séance

A la demande de Mme Valérie CHAMBOUNAUD, le compte rendu de la séance du Conseil Municipal du 04 septembre 2019 sera modifié comme suit : « Pour faire suite à l'insatisfaction de Pôle emploi pour une formation dispensée dans les locaux communaux, relatée par Mme CHAMBOUNAUD ». Pas d'autre remarque



Information des décisions prises en application de l'article L. 2122.22

Du Code Général des Collectivités Territoriales

Madame le Maire expose à l'Assemblée ce qui suit :

Vu l'article L. 2122- du Code Général des Collectivités Territoriales

Vu la délégation accordée à Madame le Maire par délibération du Conseil Municipal N° 20140401 en date du 11 avril 2014

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Madame le Maire en vertu de cette délégation

Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes :

Numéro de décision	Date	Objet
ARRETES		
2019-093	03/09/2019	Arrêté portant sur la fermeture exceptionnelle du cimetière le 11/09
2019-094	04/09/2019	Arrêté réglementant la circulation pendant le déploiement de la fibre optique (du 04/09/19 au 04/03/20)
2019-095	09/09/2019	Arrêté réglementant la circulation pendant des travaux de terrassement résidence Chante Oiseau
2019-096	11/09/2019	Arrêté réglementant la circulation durant les travaux de voirie 2019
2019-097	12/09/2019	Arrêté autorisant l'installation d'un échafaudage rue de la gare
2019-098	16/09/2019	Arrêté réglementant la circulation pendant des travaux de terrassement au lieu-dit la Gache
2019-099	16/09/2019	Arrêté réglementant la circulation pendant le dépôt d'une benne cité Chante Oiseau
2019-100	11/09/2019	Arrêté de retrait du PC 033 382 18 J0020 portant sur la construction de 16 garages
2019-101	18/09/2019	Arrêté PC 033 382 19 J005 portant sur la réhabilitation d'une habitation existante et l'aménagement d'un bâtiment en 5 logements
2019-102	25/09/2019	Arrêté PC 033 382 19 J0008 portant sur une démolition et reconstruction d'un mur instable
2019-103	27/09/2019	Arrêté DP 033 382 19 J0026 portant sur une division cadastrale
2019-104	30/09/2019	Arrêté autorisant le dépôt de matériaux de chantier place de l'église
2019-105	01/10/2019	Arrêté DP 033 382 19 J0025 portant sur l'installation de 20 panneaux photovoltaïques
2019-106	02/10/2019	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement lieu-dit Les Places
2019-107	08/10/2019	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de renforcement du réseau électrique lieu-dit Les places Sud
2019-108	08/10/2019	Arrêté DP 033 382 19 J0030 portant sur l'installation de panneaux photovoltaïques
2019-109	08/10/2019	Arrêté PC 033 382 19 J0007 portant sur la construction d'un garage
2019-110	11/10/2019	Arrêté réglementant la circulation pendant les travaux de renforcement du réseau électrique lieu-dit Hervé Nord et Sud
DECISIONS		
	04/09/2019	Signature d'un devis de la société Transhorizon pour les

		transports piscine 2019/2020 (1 870,00€)
	11/09/2019	Signature d'un devis de la société Livre moi une histoire pour la fourniture de livres bibliothèque (155,88€)
	11/09/2019	Signature d'un devis de l'entreprise NEVEU pour la mise aux normes PMR de l'école et reprises d'un mur (15 025,04€)
	27/09/2019	Signature d'un devis du SDEEG pour le remplacement de 8 bouchons de poteau d'incendie (925,00€)
	27/09/2019	Signature d'un devis de la société Wurth pour la fourniture de matériels techniques (365,47€)
	27/09/2019	Signature d'un bon de commande pour une formation relative aux débits de boissons (70,00€)
	30/09/2019	Signature d'un devis d'Aquitaine Audio pour la fourniture de micros et d'un compresseur suite au vol dans la salle Vox (673,02€)
	03/10/2019	Signature d'un devis d'Alex tissus pour la reprise d'un accoudoir du Vox (129,20€)
	03/10/2019	Signature d'un devis de la société ELIPRO pour la fourniture d'un aspirateur pour le restaurant scolaire (142,45€)
	03/10/2019	Signature d'un devis de la jardinerie Seurin pour la fourniture de 52 Photinias (361,40€)
	08/10/2019	Signature d'un devis du SMICVAL pour la mise à disposition de 3 bennes (448,00€)



Délibération n° 20191610-01–SCOT Arrêt du projet.

Discussion : Mme BELLUE s'interroge sur la nécessité de formuler un avis sur ce sujet et de sa mise en œuvre. Selon Mme BELLUE c'est du « bal-bla » impossible à appliquer pour des collectivités de notre strate en indiquant qu'elle avait vécu cela à l'éducation nationale sans résultat probant. Mme BELLUE demande à Mme Le Maire de lui rappeler qui est le Président du SCoT ce à quoi il est répondu que c'est M. BALDES. Mme Le Maire indique qu'il s'agit d'un porté à connaissance et que ce projet résulte du travail de l'Etat et de groupes d'élus. Si ce travail n'était pas fait, rien ne pourrait être défendu pour la commune (échangeur d'autoroute notamment). Il s'agit de grandes orientations pour le territoire qui obligent une adaptation des documents d'urbanisme. M. CADUSSEAU abonde dans ce sens en ajoutant qu'il ne faut pas regarder ce document à l'échelle de la commune. M. BERLINGER souligne que cela a le mérite de donner un minimum d'explications mais regrette le langage employé. Cela aurait pu être dit plus simplement et les termes utilisés peuvent prêter à confusion. Malgré ces éclaircissements, le système, qualifié de délire par Mme BELLUE, ne lui convient pas.

Madame Le Maire rappelle que le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Haute Gironde Blaye-Estuaire a été arrêté par le syndicat du SCOT le 1er août dernier.

➤ **Pour rappel, les objectifs poursuivis dans le cadre de l'élaboration du SCoT étaient les suivants :**

- la nécessité pour le territoire de se positionner par rapport à la métropole bordelaise pour définir son projet.

L'engagement des élus et des acteurs territoriaux dans la démarche d'élaborer un SCOT traduit leur volonté de « prendre en main » le devenir de leur territoire dans une logique volontariste et anticipatrice, afin de passer :

- d'un développement subi et opportuniste, qui dégrade progressivement l'identité et l'image du territoire, déstabilise son fonctionnement, le fragilise, sous-valorise ses potentiels et richesses, et risque de faire de la Haute Gironde une annexe de la métropole...
- à la nécessité admise de passer à un développement construit et assumé collectivement, fondé sur une conception partagée de l'identité plurielle du territoire et de son positionnement au sein de l'espace métropolitain qui est à la fois pour notre territoire un atout et un vecteur de mutations et de changements économiques et sociaux importants.

Le projet de développement, qui reste à définir et à construire dans le SCoT, aura pour objectif de renforcer l'attractivité et changer l'image du territoire, sur la base de ses potentiels révélés, reconnus et exploités, qu'ils relèvent du patrimoine naturel, de la vie rurale ou de l'activité économique, avec un équilibre à trouver entre ancrage local et dynamique métropolitaine.

Au final, c'est de l'articulation plus ou moins forte à l'espace métropolitain bordelais, du choix de positionnement par rapport à la métropole, que dépendra fondamentalement le projet du SCoT.

- la définition d'une ambition démographique et économique pour le territoire :

Le projet du SCoT aura pour objectif de fixer une ambition démographique et économique à moyen terme pour la Haute Gironde. Cette ambition permettra de dimensionner de manière objective les conditions de son développement futur en matière de logements, de services et d'équipements, d'emploi, de foncier, d'équilibres entre les différents usages de l'espace et entre les différentes fonctions qu'il exerce.

Le territoire cherchera dans son projet de développement économique à concilier sa qualité de vie, sa ruralité, la qualité de son environnement et la préservation de ses ressources naturelles disponibles non renouvelables ou épuisables (foncier, paysages, eau potable), l'activité nucléaire, son riche patrimoine, la proximité et l'accessibilité à la métropole internationale.

- la nécessité d'engager un développement cohérent, solidaire, économe en énergie et en ressources, fondé sur un équilibre entre développement et préservation, et sur l'exploitation d'un espace préservé pour le développement.

Cela soulève bon nombre de questionnements auxquels le SCoT devra répondre (*la liste n'est ni définitive, ni exhaustive*) :

- Comment faire du patrimoine naturel un facteur de développement spécifique du territoire ? Comment renforcer les liens entre tourisme, loisirs et patrimoine naturel ?
- Comment traduire la Trame Verte et Bleue comme outil d'aménagement compatible avec les projets du territoire ?
- Quelles ambitions donner à la protection du foncier agricole à l'échelle de la Haute Gironde ?
- Doit-on ajuster la capacité d'accueil du territoire à la ressource en eau disponible ou envisager le recours à des ressources de substitution ?
- Quelle articulation des politiques urbaines, agricoles et environnementales pour le territoire ?

Le SCoT déterminera les conditions de l'organisation du développement urbain sur le territoire, en définissant les espaces à protéger (continuités écologiques) et ceux « éligibles » à l'aménagement et l'urbanisation, l'organisation de l'armature urbaine et des densités urbaines, en arbitrant sur les projets d'infrastructures routières et de transport collectif, en organisant spatialement le développement économique avec une attention particulière à l'organisation de l'offre commerciale.

➤ **LE PROJET DE SCOT POUR ARRÊT**

Faisant suite aux différents débats qui se sont tenus au sein du Conseil syndical au cours de l'élaboration du SCoT, et notamment les débats sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables des 12 avril 2018 et 13 février 2019, le projet de SCoT qui est soumis à l'arrêt comprend :

- Le rapport de présentation comprenant notamment :
 - o Le diagnostic et l'Etat Initial de l'Environnement
 - o Le résumé non technique, l'explication et la justification des choix retenus pour établir le projet de SCoT
 - o L'évaluation environnementale du projet et le dispositif de suivi et d'évaluation (dont les indicateurs)
 - o L'analyse de la capacité d'accueil des communes littorales
- Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui fixe les objectifs de développement et d'aménagement pour le territoire à 20 ans,
- Le Document d'Orientation et d'Objectifs qui fixe les prescriptions et recommandations du SCoT pour mettre en œuvre les objectifs du PADD et en précise la portée juridique.

Le Projet de PADD définit une stratégie de planification intercommunale à 20 ans. Le SCoT de la Haute Gironde Blaye-Estuaire a choisi pour son projet d'avenir (2020-2040) de se tourner résolument vers l'Estuaire, de porter une ambition économique forte et à haute qualité de vie pour ses habitants et ses entreprises, en tirant parti de ses ressources et de son positionnement géographique. Le projet est progressif dans le temps et sa réussite est conditionnée à la réalisation de plusieurs projets d'envergure.

▪ **Tirer parti de son positionnement**

... proche de la métropole bordelaise, le long de l'Estuaire et en interface avec les territoires limitrophes, pour développer son attractivité résidentielle et économique, initier des coopérations dans les domaines des mobilités, du tourisme, des énergies...

▪ **Relever le défi environnemental et climatique**

... en prônant un modèle de développement plus durable et moins consommateur d'espaces,
... en engageant pleinement le territoire dans la transition écologique et énergétique,
... en plaçant comme un principe fort d'aménagement l'adaptation du territoire à la nouvelle donne du réchauffement climatique.

▪ **Porter un projet ambitieux au service d'une identité plurielle** (estuarienne, viticole, industrielle, métropolitaine)

... qui soit tourné vers l'avenir et intègre des pratiques innovantes dans les modes de vivre, d'habiter et de produire,
... qui consolide la dynamique d'accueil des habitants, des entreprises et des touristes,
... qui préserve son cadre de vie de qualité,

... qui valorise les ressources territoriales et accompagne les filières traditionnelles et émergentes pour créer des emplois en proximité.

Le PADD du SCoT de la Haute Gironde Blaye Estuaire est structurée autour de 3 orientations générales de développement :

- 1- Des ressources environnementales qui structurent le territoire et conditionnent son développement dans l'avenir
- 2- Un développement économique équilibré et intégré, basé sur l'excellence des filières valorisant les ressources territoriales
- 3- Une armature humaine et urbaine qui s'inscrit dans son environnement et accompagne le développement économique du territoire

Le projet est progressif et est organisé en 3 phases :



Il fixe des objectifs d'accueil de population, de production de logements, de création d'emplois. Il ambitionne, en cohérence avec les objectifs nationaux et régionaux, de réduire de moitié le rythme de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à la précédente décennie. Le projet retenu fixe son niveau maximal de consommation foncière à 400 hectares à horizon 2040, soit en moyenne 20 hectares par an.

Les objectifs proposés par le PADD

Horizon/Phases	2020-2026	2026-2033	2033-2040
Ambition démographique <i>Pop. INSEE 2016 : 36 113 habitants</i> <i>Evolution Pop. 2015-2016 : + 0,45 %</i> <i>Projection Population 2019 /</i> <i>Référence : 36 603 habitants arrondis à 36 600</i>	38 100 habitants <i>Soit 1 500 habitants de plus sur cette période, 250/an</i> <i>(+238/an sur 2006-2016)</i>	40 300 habitants <i>Soit 2 200 habitants de plus sur cette période, 315/an</i>	43 500 habitants <i>Soit 3 200 habitants de plus sur cette période, 460/an</i>
Ambition économique <i>Nombre d'emplois INSEE en 2015 : 12 666</i> <i>Evolution par an : +102/an sur la période 2006-2013</i> <i>Projection Emplois 2019 / Référence : 13 074 emplois, arrondis à 13 100</i>	14 000 emplois <i>Soit 900 emplois de plus sur cette période, 150 / an</i>	15 200 emplois <i>Soit 1 200 emplois de plus sur cette période, 170 / an</i>	16 800 emplois <i>Soit 1 600 emplois de plus sur cette période, 230 / an</i>
Ambition habitat <i>Nombre de résidences principales INSEE en 2015 : 15 766</i> <i>Taux d'occupation des logements en 2015 : 2,28 hab. / logement*</i> <i>Projection Résidences principales 2019 / Référence : 16 050 résidences</i>	16 900 résidences principales <i>Soit 850 logements de plus sur cette période (via la construction ou la réhabilitation), 140 RP/an</i>	18 300 résidences principales <i>Soit 1 400 logements de plus sur cette période (via la construction ou la réhabilitation), 200 RP/an</i>	20 200 résidences principales <i>Soit 1 900 logements de plus sur cette période (via la construction ou la réhabilitation), 270 RP/an</i>

** Dégressivité appliquée sur la période 2020-2040*

Le Documents d'Orientation et d'Objectifs (DOO) traduit de manière réglementaire les objectifs du PADD.

Il les traduit sous forme de dispositions opposables aux documents d'urbanisme locaux, les prescriptions étant celles avec la portée réglementaire la plus forte, les recommandations étant incitatives et non obligatoires.

Pour traduire le projet du SCoT, le DOO est organisée en 4 parties, les trois premières reprenant les axes du PADD et la dernière concernant l'application de la loi Littoral dans le cadre du SCoT.

Partie 1 : Des ressources environnementales qui structurent le territoire et conditionnent son développement dans l'avenir

Orientation 1.1 PRESERVER LES PAYSAGES ET LES MILIEUX NATURELS ET AMPLIFIER LEURS SERVICES RENDUS

- **TRAME VERTE ET BLEUE** : Préserver et faire vivre les espaces naturels, agricoles et forestiers
 - Protéger les fonctionnalités écologiques de la TVB et les remettre en état en cas de dégradation
 - Protéger les forêts rivulaires le long des cours d'eau

- Maintenir le rôle régulateur des coupures d'urbanisation naturelles et agricoles aux abords des zones urbaines
 - Protéger les zones humides dans leur ensemble de toute dégradation
 - Préserver la trame pourpre viticole et gérer les zones de contact entre espaces viticoles et zones urbaines.
- PAYSAGES : Préservation de la qualité des paysages et du patrimoine
 - Protéger les paysages emblématiques et les éléments patrimoniaux identitaires
 - Protéger les cônes de vue sur les paysages estuariens et viticoles remarquables ou typiques, depuis et sur le site Unesco du Verrou de l'Estuaire
 - Protéger le patrimoine bâti et les sites remarquables (Verrou de l'Estuaire et sa citadelle Vauban, site de la Corniche de la Gironde,...)

Orientation 1.2 GERER RESPONSABLEMENT LES RESSOURCES ET DEVELOPPER LEUR POTENTIEL DE VALORISATION

- FONCIER : Limiter la consommation de l'espace
 - Réduire de moitié le rythme de consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers
 - Lutter contre l'étalement urbain et proscrire le mitage
- ENERGIE : Renforcer la présence des énergies renouvelables dans le mix énergétique
 - Faciliter le développement de la production, individuelle et collective, d'énergies renouvelables, tout en l'encadrant pour ne pas porter atteinte au patrimoine naturel, paysager et urbain du territoire, à son cadre de vie, au fonctionnement des milieux naturels
 - Adapter les réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz pour répondre au développement des énergies renouvelables et mieux intégrer leur production au réseau
- EAU : Optimiser la gestion quantitative et qualitative de la ressource en eau
 - Protéger la ressource en eau et veiller au respect des équilibres entre les besoins du projet et la disponibilité et les objectifs de qualité de la ressource

Orientation 1.3 : ATTENUER LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE ET S'ADAPTER A LA NOUVELLE DONNE CLIMATIQUE

- ENERGIE : Lutter contre les émissions de gaz à effet de serre
 - Réduire les émissions de gaz à effet de serre
 - Réduire les consommations énergétiques dans l'habitat et dans les équipements et espaces publics

- RISQUES : Réduire les risques naturels et technologiques
 - Aller vers une meilleure prise en compte des risques naturels et technologiques en amont des projets d'aménagement, de développement et d'urbanisme
 - Limiter l'exposition aux risques des biens et des personnes et leur vulnérabilité

Orientation 1.4 : ENVIRONNEMENT : DECHETS ET POLLUTIONS

- Limiter la production de déchets ménagers, sensibiliser la population au tri et au compostage
- Répondre aux besoins des entreprises en matière de gestion des déchets d'activités
- Requalifier les sites pollués en cas de changement d'usage

Partie 2 : Un développement économique équilibré et intégré, basé sur l'excellence des filières valorisant les ressources territoriales

Orientation 2.1 **COMMERCE ET ARTISANAT** : Maîtriser les implantations commerciales et artisanales, afin qu'elles contribuent à un aménagement qualitatif et équilibré et participent à l'objectif de renforcement de l'armature urbaine et à la vitalité des centralités du territoire

- Conforter l'agglomération de Blaye dans sa fonction de pôle commercial structurant
- Renforcer et diversifier l'offre commerciale des autres niveaux de polarités de l'armature urbaine territoriale
- Renforcer prioritairement les zones commerciales existantes. Aucune création de zone commerciale n'est envisagée avant 2033.
- Maintenir et développer les activités commerciales de proximité en centres-villes/bourgs pour répondre aux besoins courants de la population

Orientation 2.2 **AUTRES ACTIVITES ECONOMIQUES (ARTISANAT, INDUSTRIE ET LOGISTIQUE)** :

- Organiser l'accueil des entreprises dans les zones d'activités du territoire (offre existante à développer/requalifier, projets de zones nouvelles)
- Optimiser l'usage du foncier économique, en concentrant les activités économiques sur les zones identifiées comme prioritaires et stratégiques (positionnement, desserte en infrastructures routières, offre de services aux entreprises, ...) et en limitant le développement des implantations diffuses d'entreprises qui contribuent au mitage économique territorial

Orientation 2.3 **TOURISME** : Accompagner la stratégie de destination touristique « Blaye Bourg Terres d'estuaire »

- Renforcer l'économie touristique à partir de la valorisation de ses filières principales (cénotourisme, tourisme fluvial, patrimonial et de pleine nature) (cf. Orientation 1.1)
- Faire de l'itinérance un vecteur de découverte de l'offre touristique du territoire (cf. orientation 2.4)

- Aménager qualitativement les sites touristiques et bien les intégrer dans leur environnement
- Développer l'offre en hébergement touristique et en activités connexes culturelles, sportives et de loisirs

Orientation 2.4 AMELIORER LES CONDITIONS CADRES DU DEVELOPPEMENT

- DEVELOPPEMENT : Intégrer le territoire dans l'économie numérique
 - Accompagner le déploiement du plan Gironde Haut Méga
 - Développer l'accessibilité au numérique et à ses usages
 - Créer des lieux propices aux nouvelles formes d'innovation et de pratiques de travail (coworking, bureaux virtuels, FabLab,...)
- MOBILITES : Renforcer la mobilité interne et l'accessibilité du territoire à, et depuis, la métropole bordelaise et les autres territoires limitrophes
 - Organiser le système de transports du territoire en cohérence avec son projet de développement urbain et territorial, à partir des portes d'entrée à la métropole internes et externes au territoire
 - Préserver les infrastructures et liaisons de mobilité stratégiques (ligne ferroviaire Blaye-Saint-Mariens, axes routiers RD137 et RD22, port de Blaye...)
 - Améliorer les mobilités internes et les faire évoluer vers plus de multimodalité et de durabilité
 - Faire cohabiter l'ensemble des modes de déplacement et les interconnecter entre eux, mieux prendre en compte cette question dans la conception de l'aménagement et de l'urbanisme

Partie 3 : Une armature humaine et urbaine qui s'inscrit dans son environnement et accompagne le développement économique du territoire

Orientation 3.1 URBANISME : CONSOLIDER L'ARMATURE URBAINE ET DE PROXIMITE LOCALE

- Renforcer les polarités en cohérence avec leur niveau de fonction dans l'armature urbaine territoriale, tout en pérennisant le niveau actuel de développement des communes rurales. Les objectifs d'accueil de population et de production de logements sont répartis par niveau de polarités, par Communauté de communes et par phases du projet.

Orientation 3.2 SERVICES/COMMERCE : DEVELOPPER UN MAILLAGE DE SERVICES ET D'EQUIPEMENTS HIERARCHISES ET POLARISES

- Les équipements de portée intercommunale et les établissements/administrations accueillant du public sont prioritairement implantés dans les centralités de l'armature territoriale.
- Les services à la population sont implantés prioritairement dans les centres des villes et bourgs, afin de renforcer leur rôle de centralité et tirer profit de leur capacité d'animation.

Orientation 3.3 RENFORCER LA QUALITE DU CADRE DE VIE

- HABITAT : Développer une politique exigeante en matière d'habitat
 - Produire des logements pour améliorer la fluidité des parcours résidentiels de la population présente et faciliter l'accueil de nouveaux ménages, en s'appuyant sur la requalification du parc existant et la construction neuve, dans une logique de diversification du parc et de mixité sociale
- HABITAT : Répondre aux besoins en logement des populations spécifiques
 - Développer des solutions d'hébergements spécifiques pour les personnes défavorisées (personnes âgées dépendantes, jeunes,...)
 - Mettre en place les mesures nécessaires pour répondre aux besoins de sédentarisation des gens du voyage, résorber les situations d'habitat irrégulières et difficiles liées à la sédentarisation

Partie 4 : Dispositions relatives à la loi Littoral

Six communes du territoire sont concernées par l'application de la loi Littoral (désignées par l'article 1 du décret du 29 mars 2004) :

- Saint-Ciers-sur-Gironde
- Braud-et-Saint-Louis
- Saint-Androny
- Fours
- Saint-Genès-de-Blaye
- Blaye

Le DOO définit l'application des dispositions de la loi Littoral dans le SCoT, sur le périmètre de ces 6 six communes, en ce qui concernent :

- L'inconstructibilité dans la bande des 100 mètres ;
- L'identification des coupures d'urbanisation ;
- Les espaces naturels remarquables et les éléments emblématiques ;
- La délimitation des espaces proches du rivage ;
- L'urbanisation en continuité des agglomérations et des villages, et dans les espaces déjà urbanisés autres que les agglomérations et les villages.

Les différentes pièces relatives à la démarche sont annexées au projet de délibération.

➤ **Transmission des pièces du SCoT après arrêt**

Conformément à l'article L.143-20 du Code de l'urbanisme, la délibération d'arrêt ainsi que le projet de SCoT arrêté seront transmis pour avis :

- « 1° Aux personnes publiques associées mentionnées aux articles [L. 132-7](#) et [L. 132-8](#) ;
- 2° Aux communes et groupements de communes membres de l'établissement public ;
- 3° A leur demande, aux établissements publics de coopération intercommunale directement intéressés et aux communes limitrophes ;
- 4° A la commission prévue à l'[article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime](#), lorsqu'il a pour conséquence une réduction des surfaces des espaces agricoles, naturels ou forestiers (Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)) ;
- 5° Au comité de massif lorsqu'il est totalement ou partiellement situé en zone de montagne ainsi que, lorsqu'il prévoit la création d'une ou plusieurs unités touristiques nouvelles structurantes, à la commission spécialisée compétente du comité ;

6° A sa demande, au représentant de l'ensemble des organismes mentionnés à l'[article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation](#) propriétaires ou gestionnaires de logements situés sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune, si ces organismes en ont désigné un. »

Les personnes publiques associées sont à l'article L.132-7 « L'Etat, les régions, les départements, les autorités organisatrices prévues à l'article L. 1231-1 du code des transports, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de programme local de l'habitat, les collectivités territoriales ou les établissements publics mentionnés à l'article L. 312-3 du présent code, les établissements publics chargés d'une opération d'intérêt national ainsi que les organismes de gestion des parcs naturels régionaux et des parcs nationaux sont associés à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme dans les conditions définies aux titres IV et V.

Il en est de même des chambres de commerce et d'industrie territoriales, des chambres de métiers, des chambres d'agriculture et, dans les communes littorales au sens de l'article L. 321-2 du code de l'environnement, des sections régionales de la conchyliculture. Ces organismes assurent les liaisons avec les organisations professionnelles intéressées. »

Et à l'article L132-8 « sont en outre associés dans les mêmes conditions :

1° Les syndicats mixtes de transports créés en application de l'article L. 1231-10 du code des transports, lorsque le schéma est élaboré par un établissement public qui n'exerce pas les compétences définies aux articles L. 1231-10 et L. 1231-11 du même code ;

2° Les établissements publics chargés de l'élaboration, de la gestion et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale limitrophes ».

Elles disposent d'un délai de 3 mois pour formuler leur avis qui à défaut, est réputé favorable. Les avis exprimés dans ce délai de trois mois sont portés à la connaissance du public dans le cadre de l'enquête publique qui suivra.

En application de l'article R143-5 du même code, « conformément à l'[article L. 112-3 du code rural et de la pêche maritime](#), le schéma de cohérence territoriale ne peut être approuvé qu'après avis de la chambre d'agriculture, de l'Institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée et, le cas échéant, du Centre national de la propriété forestière, lorsqu'il prévoit une réduction des espaces agricoles ou forestiers.

Il en va de même en cas de révision ou de modification.

Ces avis sont rendus dans un délai de deux mois à compter de la saisine. A défaut de réponse dans ce délai, l'avis est réputé favorable. »

Enfin, le projet de SCoT arrêté est transmis à l'autorité administrative de l'Etat compétente en matière d'environnement, au titre de l'évaluation environnementale, à savoir la Mission Régionale d'Autorité Environnementale du conseil général de l'Environnement et du Développement Durable. Elle dispose d'un délai de trois mois pour formuler un avis qui est publié sur le site de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale et porté à la connaissance du public lors de l'enquête publique.

Le projet de SCoT, complété des avis recueillis, sera ensuite soumis à enquête publique. A l'issue de cette enquête publique, le SCoT, éventuellement modifié, pour tenir compte des avis formulés et des conclusions de l'enquête publique, sera approuvé.

Conformément à l'article L. 143-28 du code de l'urbanisme, six ans au plus après la délibération portant approbation du schéma de cohérence territoriale, le Syndicat Mixte procèdera à une évaluation des résultats de l'application du schéma.

Après débat, il sera proposé au Conseil Municipal de communiquer un avis sur le projet d'arrêt du SCOT de la Haute Gironde.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide :

- de donner un avis favorable au projet d'arrêt de SCOT de la Haute Gironde

VOTE : Pour : 12 Contre : 2 (Mmes BELLUE et CHAMBOUNAUD) Abstention : 2 (Mme ANCELOT et M. MOULIN)



Délibération n° 20191610-02– REDEVANCE ANNUELLE D'OCCUPATION DOMANIALE DU CENTRE DE SOINS PAR L'INFIRMIERE ASALEE

Vu la délibération n°20150902-07 du 02 septembre 2015, relative aux redevances annuelles d'occupation du centre de soins par les professionnels de santé,

Considérant la nécessité d'instaurer un nouveau tarif pour l'activité de l'infirmière ASALEE,

Vu l'avis de la commission finances en date du 08 octobre 2019,

Madame Le Maire propose de fixer pour l'infirmière ASALEE, la redevance annuelle du Centre de soins comme suit :

- Infirmière Asalée : 3 316,00€ HT

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Valide, pour l'infirmière ASALEE la redevance annuelle du centre de soins, à 3 316,00€ HT,
- Autorise Madame Le Maire à signer la convention d'occupation domaniale correspondante.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20191610-03– REPRISE DE CONCESSIONS FUNERAIRES

Discussion : Mme BELLUE souhaite connaître la responsabilité de la commune après la reprise des concessions. Mme Le Maire précise que la Mairie en aura l'entière responsabilité et que les familles perdent leurs droits à l'issue de la procédure. De ce fait, la commune pourra procéder à la revente des concessions qui seront désormais trentenaires et non plus perpétuelles. Les terrains seront concédés avec le monument en l'état après nettoyage ou nus si le monument est trop dégradé. Mme BELLUE demande des explications sur le processus de reprise. Mme Le Maire expose les différentes étapes de ce sujet très long et extrêmement codifié. Mme BELLUE en conclut que Mme Le Maire sera ennuyée.

Le Conseil Municipal,

Après avoir entendu lecture du rapport de Madame le Maire qui demande de se prononcer sur la reprise par la commune des concessions, dont la liste est annexée dans le cimetière communal, qui ont plus de trente ans d'existence et dont l'état d'abandon a été constaté à deux reprises, à trois ans d'intervalles, dans les conditions prévues par l'article L2223-13 et suivants :

Vu l'article L2223-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les articles R2223-12 et R2223-17 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que les concessions dont il s'agit ont plus de trente ans d'existence et qu'elles sont bien en état d'abandon,

Considérant que cette situation décèle une violation de l'engagement souscrit par l'attributaire des dites concessions, en son nom et au nom de ses successeurs, de les maintenir en bon état d'entretien, t qu'elle est, en outre nuisible au bon ordre et à la décence du cimetière.

Article 1 : Madame le Maire est autorisée à reprendre au nom de la commune et à remettre en service pour de nouvelles inhumations les concessions sus-indiquées en état d'abandon.

Article 2 : Madame le Maire est chargée de l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

AUTORISE Madame le Maire à effectuer la reprise au nom de la commune des concessions Concernées.

CHARGE Madame le Maire de l'exécution de la présente délibération.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20191610-04– CESSION DU TRACTEUR LANDINI

Vu le Code Général de la Propriété et des Personnes Publiques et notamment son article L.2211-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2241-1 relatif à la vente de véhicules communaux ;

Considérant que le Tracteur Landini n'a plus d'utilité dans le parc automobile de la commune de St Christoly de Blaye ;

La Société ALEX LAFFONT SA située route de Montmoreau, 16 300 Barbezieux-Saint-Hilaire, souhaite faire l'acquisition de ce véhicule en l'état.

Mme Le Maire propose aux membres du Conseil Municipal, la vente de ce véhicule immatriculé 9168 PN 33 (date de 1^{ère} mise en circulation : 08/08/1989) au prix de 2 700,00€ht.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- accepte la vente du bien communal pour un montant de 2 700,00€ht ;
- autorise Mme Le Maire à procéder à la cession du tracteur Landini immatriculé 9168 PN 33 (date de 1^{ère} mise en circulation : 08/08/1989) au prix de 2 700,00€ht ;
- autorise Mme Le Maire à effectuer toutes les formalités nécessaires à la cession de ce véhicule ;
- dit que la recette sera inscrite au budget communal ;
- dit que ce bien sera sorti de l'inventaire ;
- dit que, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20191610-05– Avenant n°1 marché de voirie 2019.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

Vu la délibération n° 20193004-01 relative au lancement de l'appel d'offres pour les travaux de voirie 2019,

Vu la délibération n°20190207-11 relative au choix du prestataire pour le marché de voirie 2019

Vu la nécessité d'intégrer des prestations supplémentaires (surfaces supplémentaires VC 201 Merlet et Valade La Gache),

Vu l'avis des commissions finances / bâtiments réunies le 08 octobre 2019 décidant de retenir les prestations supplémentaires (surfaces supplémentaires VC 201 Merlet et Valade – La Gache) :

La plus value totale des travaux sur le marché représente un montant de **3 477,00€ hors taxes**.

Le montant du marché est décomposé comme suit :

Montant initial :	88 673,50€ H.T
Montant de l'avenant n°1 :	3 477,00€ H.T
Montant du marché après avenant n°1 :	92 150,50€ H.T
Montant T.V.A :	18 430,10€ H.T
Montant du marché :	110 580,60€ T.T.C

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

Approuve l'avenant n°1 modifiant le marché de voirie 2019.

Autorise Madame Le Maire à signer l'avenant.

Dit que le montant de la dépense à engager au titre de ce marché sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la commune, chapitre 21, article 2151.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20191610-06– Avenant mission de maîtrise d'œuvre marché des travaux de l'église.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21-1

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

Vu la Loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée.

Vu le Décret n° 93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit.

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment l'article 35 bis relatif à l'obligation d'identifier une équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation,

Vu la délibération du 25 mai 2007 relative au choix du prestataire pour le contrat de maîtrise d'œuvre de réfection de l'église,

Vu la délibération n°20180608-01 du 06 août 2018 relative au lancement de l'appel d'offres pour les travaux de réfection de l'église,

Vu la délibération n°20180310-08 du 03 octobre 2018 relative au choix des prestataires pour le marché de réfection de l'église,

Vu la délibération n°20193004-05 du 30 avril 2019 relative au choix des entreprises pour la tranche conditionnelle 2 du marché de réfection de l'église,

Vu la délibération n°20193004-06 du 30 avril 2019 relative aux avenants pour le marché de réfection de l'église,

Vu l'avis de la commission finances réunie le 08 octobre 2019 :

Le montant du contrat de maîtrise d'œuvre pour la réfection de l'église est décomposé comme suit :

Forfait initial de rémunération :	14 622,10€ H.T
Montant de l'avenant n°1 :	923,10€ H.T
Montant de l'avenant n°2 :	1 101,55€ H.T
Montant du contrat après avenants n°1 et 2 :	16 646,75€ H.T
Montant T.V.A :	3 329,35€ H.T
Montant du contrat :	19 976,10€ T.T.C

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

Approuve les avenants n°1 et 2 ci-annexés modifiant le contrat de maîtrise d'œuvre pour la réfection de l'église attribué à **Mme BALLION Architecte**.

Désignation du contrat	Montant initial en € H.T	Montant des avenants 1et 2 en € H.T	Nouveau montant du contrat en € H.T	Nouveau montant du contrat en € T.T.C
Maitrise d'œuvre de réfection de l'église	14 622,10	2 024,65	16 646,75	19 976,10

Autorise Madame Le Maire à signer l'avenant.

Dit que le montant de la dépense à engager au titre de ce marché sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la commune, chapitre 21, article 2138.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20191610-07– Révision des tarifs photocopies et impressions.

Discussion : Mme BELLUE demande si les tarifs sont identiques à la Mairie et la bibliothèque. Mme Le Maire répond qu'avec la mise en place du point informatique à la bibliothèque, il convenait d'uniformiser et d'arrondir les tarifs actuellement en vigueur. M. BERLINGER remarque que cela semble un peu cher. Les tarifs des bureaux de tabac ou presse sont plus élevés.

Le Conseil Municipal,

Vu la délibération du 28 juin 2004 portant création d'une régie de recettes photocopies.

Vu l'avis de la commission finances en date du 08 octobre 2019,

Considérant la nécessité de réviser les tarifs des photocopies et impressions demandées par les administrés.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal :

– décide de réviser, à compter du 17 octobre 2019, les tarifs des photocopies et impressions demandées par les administrés comme suit :

- A4 noir et blanc : 0,20€
- A4 couleur : 0,80€
- A3 noir et blanc : 0,40€
- A3 couleur : 1,60€

VOTE : Pour : 13 Contre : 2 (Mme CHAMBOUNAUD, M. RAYMOND) Abstention : 1 (M. BERLINGER)



Délibération n° 20191610-08– Attributions d'indemnités de conseil et d'aide à la confection de documents budgétaires au Trésorier de St Savin.

Discussion : Mme Le Maire informe les membres présents que l'Etat tend à vouloir privatiser la gestion publique et qu'à terme, les coûts devraient être bien supérieurs aux indemnités des trésoriers. Mme BELLUE dit que cela fait partie du devoir des trésoriers et ne comprend pas le versement de ces indemnités.

Le Conseil Municipal,

Vu l'article 97 de la loi n°82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n°82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Vu l'avis de la commission finances réunie le 08 octobre 2019,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré, décide :

- de demander le concours du Trésorier pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983
- d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100% par an
- que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribué au Trésorier de St Savin.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6225 du budget.

VOTE : Pour : 13 Contre : 3 (Mmes ANCELOT et BELLUE, M. MOULIN) Abstention : 0



Délibération n° 20191610-09– Programme éclairage public 2020.

Discussion : Mme Le Maire fait part du projet de remplacement de l'éclairage public actuel devenu vétuste dans le bourg. Il serait remplacé par du matériel identique à celui déjà installé rue du 19 mars le long du centre de soins et équipé de LED. Le projet prévoit l'ajout de lampadaires le long de cette rue. Mme BAUDE dit que la création de nouveaux points d'éclairage public n'est pas l'air du temps. Mme Le Maire précise que l'extension est déjà envisagée et très localisée. Ces modifications permettront d'éviter les pannes, de réguler l'intensité, voire de programmer des périodes d'extinction de l'éclairage public. Mme BELLUE demande combien coûte l'éclairage public à la collectivité. Un point sera fait lors de la prochaine commission finances. Mme Le Maire précise que notre facture essentiellement forfaitaire ne sera pas diminuée mais l'impact écologie sera amélioré par une consommation et une pollution lumineuse bien moindre.

Le Conseil Municipal,

Madame le Maire expose aux membres du Conseil Municipal que le Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde (SDEEG) a présenté, le 07 octobre 2019, au Syndicat Intercommunal d'Electrification de Cavignac, le projet d'ajout et de remplacement d'éléments d'éclairage public sur la commune de St Christoly de Blaye lors de l'exercice 2020.

Un devis estimatif a été réalisé par le Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde. Il s'élève à 113 568,49€ HT pour des remplacements et extension de réseau dans le bourg de la commune de St Christoly de Blaye. Le montant restant à la charge de la Commune correspond à 22,4% de cette somme soit 25 434,00€ HT.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- **de donner** son accord de principe pour l'ajout et le remplacement d'éléments d'éclairage public pour un montant de 25 434,00€ HT ;
- **d'autoriser** Madame Le Maire à signer au nom de la commune, la convention de partenariat afférente ;
- **d'inscrire** les crédits nécessaires au budget primitif 2020 de la commune.

VOTE : Pour : 14 Contre : 2 (Mme ANCELOT, M. MOULIN) Abstention : 0



Délibération n° 20191610-10– ACCEPTATION D'UN DON DE LA SARL GRELIER

Vu les articles L.2242-1 et L.2541-12 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant le don de la SARL GRELIER d'un montant de 1 000€,

Vu l'avis de la commission finances réunie le 08 octobre 2019,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

ACCEPTE le don d'un montant d'un montant de 1 000€ de la SARL GRELIER qui sera affecté pour partie au financement d'un projet du Conseil Municipal enfant et au financement d'une activité scolaire.

VOTE : Pour : 16 Contre : 0 Abstention : 0



Délibération n° 20191610-11 – RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES 2018 DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE BLAYE.

Vu le Code général des collectivités territoriales et, notamment, son article L5211-39 ;

Madame Le Maire expose que la commune de St Christoly de Blaye a été destinataire du rapport d'activités 2018 de la Communauté de Communes de Blaye le 20 septembre 2019.

Le rapport d'activités est tenu à disposition pour consultation aux horaires d'ouverture de la mairie auprès du secrétariat.

Après cet exposé, le conseil municipal prend acte de la transmission du rapport annuel d'activités de la communauté de communes de Blaye.



QUESTIONS DIVERSES

- Mme Le Maire fait lecture d'un échange avec l'AMG concernant la surveillance obligatoire par la commune après un feu de forêt survenu sur son périmètre.
- Mme Le Maire informe le Conseil Municipal que deux candidats ont été reçus pour la mission de service civique mais que ces candidats ne correspondent pas aux critères souhaités. L'offre reste à pourvoir.
- Aide possible à la préparation permis B, BAFA et BNSSA du Conseil Régional
- Certains résidents de la rue de la poste n'ont pas été destinataires du journal municipal. Mme le Maire demande qu'une vérification soit effectuée par l' élu chargé de ce secteur.
- Le Département a créé un point de rencontre Réseau des Accueillants Familiaux de Haute Gironde au foyer du Vox une fois par mois.
- Manifestations
 - Repas des anciens : 09/11
 - Cérémonie du 11/11
 - Spectacle Jazz : 15/11
- Mme Le Maire informe le Conseil Municipal de la signature prochaine d'une convention avec un nouveau médecin au Centre de Soins en remplacement d'un départ. Ce médecin s'engage pour une durée de 10 ans.
- La place située à l'entrée de la maternelle sera prochainement revêtue d'enrobé
- Remerciements Centre de Gestion pour une réunion PSC à la salle Courade
- Remerciements décès (Mme Baude, M. Mortier, Mme Mounic)
- M. BERLINGER fait part d'un câble électrique trop bas à Rioucreux. Le Policier Municipal chargé des signalements sera saisi de ce sujet.

- M. CADUSSEAU signale que suite à l'incident ayant impliqué une citerne gaz, une plaque de revêtement de voirie s'est soulevée. Une réparation devra être effectuée avant l'hiver.
- M. CADUSSEAU a été interpellé par un administré au sujet de la vitesse excessive route de la gare. Cet administré suggère d'inverser les panneaux stop aux carrefours. Le Centre Routier Départemental sera interrogé à ce sujet.
- M. CADUSSEAU a reçu, trop tardivement, un mail d'invitation pour une réunion d'informations organisée par la gendarmerie. Mme Le Maire précise que la gendarmerie de Saint-Savin, en tant qu'organisatrice, était chargée de contacter les commerçants de toutes les communes de son périmètre d'intervention. Le mail reçu le même jour par la mairie était spécifiquement adressé aux élus.
- Dates prochaines commissions :
Commission urbanisme : 24/10 à 14h
Commission voirie : 24/10 à 15h
Commission Plan Communal de Sauvegarde : à fixer
Commission finances/bâtiments : 03/12 à 19h
Commission communication : 30/10 à 20h30
- Date prochain Conseil Municipal : 10/12 à 20h30

La séance est levée à 22h30

Signatures des Elus Membres du Conseil Municipal	
Séance 2019_08 du 16 octobre 2019	
<u>NOM Prénom et Qualité</u>	<u>Signature</u>
Mme PICQ Murielle, Maire	
M. DEBET Daniel, Premier Adjoint	Excusé
Mme BAUDE Stéphanie, Second Adjoint	
M. GRIMEE Bernard, Troisième Adjoint	

Mme BILLIER Michèle, Quatrième Adjoint	
Mme ANCELOT Odette, Conseillère Municipale	
Mme BELLUE Marie-Claude, Conseillère Municipale	
Mme BERLEMONT Valérie, Conseillère Municipale	<i>Excusée</i>
M. BERLINGER Thomas, Conseiller Municipal	
M. BERNY François, Conseiller Municipal	
M. CADUSSEAU Bruno, Conseiller Municipal	
Mme CHAMBOUNAUD Valérie, Conseillère Municipale	
Mme FIORAZZO Irène, Conseillère Municipale	<i>Excusée</i>
M. GOUDONNET Eric, Conseiller Municipal	<i>Pouvoir à Mme PICQ</i>
M. LESCENE Bruno, Conseiller Municipal	<i>Pouvoir à M. CADUSSEAU</i>
M. MOULIN Emmanuel, Conseiller Municipal	<i>Pouvoir à Mme ANCELOT</i>

M. RAYMOND David, Conseiller Municipal	
M. VITRAS Francis, Conseiller Municipal	
Mme VIRUMBRALES Géraldine, Conseillère Municipale	